

voix des travailleurs en lutte

entendre au

de la C. G. T.

CHEZ CHAUSSON

Voici trois semaines que les travailleurs de Chausson sont en lutte pour l'augmentation de leurs salaires, la révision des accords Maison, une prime de bilan, des bleus pour tous et des revendications diverses suivant les ateliers.

Le n° 62 de « La Vérité des Travailleurs » relatait la grève d'une demi journée qui avait eu lieu le 3 mai à l'appel des quatre organisations syndicales qui avaient précédemment déposé le cahier de revendications en commun.

Il est intéressant de suivre le développement des événements.

Les travailleurs avaient poussé leurs représentants à faire inclure dans l'appel commun la phrase : « Par ailleurs, en vue de répondre au désir des travailleurs, chacune de nos quatre organisations (CGT, FO, CFTC, Autonomes) s'engage à demander à sa Fédération respective que s'établissent ou s'approfondissent les contacts afin de créer au plus tôt les conditions du développement le plus large de l'action des métallos dans tous le pays pour aboutir aux succès les plus amples possibles ».

Mais ils n'attendaient pas indéfiniment la réponse des dites Fédérations (ils attendaient encore, sauf en ce qui concerne la CGT qui a d'ailleurs répondu à côté) et quelques jours plus tard, des débrayages commençaient à l'usine Chénard de Gennevilliers.

Ces débrayages prirent dès le début l'aspect de grèves tournantes parce que ce fut ce que les travailleurs trouvèrent de mieux en attendant que les dirigeants syndicaux leur proposent autre chose.

L'attente d'un mouvement était telle chez les travailleurs du Groupe que les débrayages gagnèrent quelques jours après toute l'usine H, puis ensuite l'usine G, touchant 4.000 travailleurs. Toutes les organisations syndicales appuyèrent chaudement cette forme de lutte qui devait dans leur esprit durer le plus longtemps possible et ne pas déborder de l'usine. On commença à organiser la lutte des ouvriers, à coordonner leurs mouvements, de façon à se limiter à une heure de débrayage par jour, par équipe, de façon à perdre le moins d'argent possible et à tenir. Suivant les ateliers, les gars avaient tendance à débrayer deux et trois fois par jour. La production fonctionnant en chaîne, le débrayage échelonné de toutes les équipes l'une après l'autre arrive à la faire tomber presque à zéro.

Après quelques jours de surprise, la direction commence à utiliser le lock-out vers la fin de la journée, et ceci tous les jours.

Le lendemain matin, les gars remettent ça. L'atelier se met en marche, travaille une heure. Tout à coup une équipe s'arrête, ne fournissant plus la chaîne, celle-ci ralentit puis s'arrête. Une heure après les gars se remettent au boulot, la chaîne repart, à peine 5 minutes après l'équipe d'à côté tombe les tabliers et ainsi de suite.

L'atmosphère change, le même schéma parti de la chaîne des carrosseries Panhard, se reproduit sur les chaînes Juva-Colorale, MO « Versailles », chaîne des cars, des camionnettes, etc.... les débrayages s'étendent mais aussi accélèrent leur rythme, emmènent de plus en plus de gars, les assemblées avec prise de parole ont lieu tous les jours.

Puis tous les chauffeurs de l'entreprise arrêtent le travail pour 24 heures d'abord. C'est un coup dur pour la Direction. Les carrosseries s'entassent dans les cours, ne sont plus expédiées ; Simca, Renault, Panhard attendent après leur marchandise. Les chauffeurs prolongent leur mouvement quatre jours.

Alors, la Direction ferme certaines usines pour 24 heures, d'abord à G où les travailleurs montrent immédiatement manifester à Asnières, — dans les bureaux de la direction générale. Le len-

demain ils investissent l'usine et manifestent toute la matinée dans les ateliers. L'après-midi, les ateliers qui n'avaient pas été lock-outés débrayent à leur tour, les presses, les magasins, la chaîne d'emboutis Renault « Dauphine ».

Le lendemain, reprise du travail, reprise de la lutte. Durcissement de la Direction. Elle arrête tout l'atelier lorsqu'une seule équipe débraye et ne paie à personne l'heure non travaillée.

Aucun effet sur les gars. Les débrayages se succèdent toute la journée, celle-ci est perdue pour les ouvriers mais également pour le patron, pas une voiture n'est sortie. Le lendemain, même chose à peu près.

A chaque débrayage, l'équipe débrayée parcourt toute l'usine, manifeste, certains jours avec drapeau et pancartes à l'usine G.

Le mouvement a donc changé de caractère. Parti du principe de perdre seulement une heure de salaire par jour pour durer longtemps et soutenu en ce sens par les syndicats, il s'est peu à peu transformé en grève à peu près totale par le jeu de la répétition et du lock-out, ce qu'aucune presse syndicale n'a souligné... ni non plus l'Humanité qui n'a donné des faits que des relations étiquées et sans rapport avec le niveau du mouvement.

Les forces de police sont depuis les premiers jours en stationnement permanent aux abords de l'usine.

En l'absence d'aide de l'extérieur, le mouvement donne des signes évidents d'essoufflement après presque un mois de durée. L'importance des revendications posées ne saurait se satisfaire d'une lutte limitée aux seules usines Chausson de Gennevilliers.

L'élargissement de la lutte et l'appel à la solidarité s'imposaient dès le début. (Des mouvements commençaient à se faire jour chez Renault pour les mêmes revendications.) Il fallait lier immédiatement la lutte des deux entreprises. La CGT, même seule, aurait dû et devrait encore lancer une campagne revendicative dans l'automobile pour le moins.

Au lieu de cela, l'unité a été réalisée dans l'usine, mais pour confiner le conflit à l'entreprise seule.

C'est ce que les travailleurs ne veulent pas.

C'est en partie pour cela que les ouvriers de l'usine d'Asnières qui se sont déjà battus seuls dans les mêmes conditions il y a plus de deux mois, n'ont pas suivi cette fois-ci le mouvement, à tort bien sûr, car celui-ci revêtait un niveau supérieur et leur action aurait pu ajouter à la pression sur les dirigeants syndicaux pour les forcer à faire déborder l'action de l'usine.

Mais ce ne sont ni les ouvriers ni les militants de chez Chausson qui sont responsables, mais bien l'absence d'orientation correcte de la CGT (aucun dirigeant important n'est descendu dans l'usine) ainsi que l'impuissance politique actuelle du PCF (aucun tract du parti n'a paru depuis le début de la lutte).

Que dire du comportement de FO et de CFTC « unitaire » c'est vrai, mais suiviste sans plus, et prêt à se laver les mains si la lutte échoue, et à en rendre responsable la seule CGT qui aura « fatigué les gars ».

En conclusion, la direction Chausson n'a pas encore lâché une miette. Les travailleurs ne conçoivent pas de cesser la lutte pour rien, mais une nouvelle orientation s'impose, étendre la lutte d'abord à l'ensemble de l'entreprise, mensuels compris — et imposer aux bureaucrates syndicaux la réalisation du désir des travailleurs exprimé plus haut dans le premier tract commun. « ... Pour l'action des métallos dans tout le pays... » Pour le front de classe avec toutes les corporations en lutte contre le patronat et la réaction.

Correspondant, 2 juin 1957.

moyen, une étape de la mobilisation de la classe ouvrière et non une fin en soi.

Il y a plus. L'expérience enseigne aux ouvriers que toutes les conquêtes dues à la lutte restent fragiles, les patrons tendant toujours à reprendre de la main gauche ce qu'ils ont lâché de la main droite. Sur ce plan on ne peut rien reprendre à ces déclarations de J. Vermeersch dans l'article déjà cité plus haut :

« ... Pour guérir le mal il faut en finir avec le capitalisme. C'est une illusion réformiste social-démocrate de s'imaginer que ce qui est acquis est acquis. »

La seule garantie réelle, c'est le pouvoir des travailleurs. Rien de ce qui en est dit dans le programme d'action ne peut inspirer confiance aux ouvriers, encore moins le communiqué du Bureau Confédéral du 29-5-57 :

« Le Bureau Confédéral est certain d'exprimer la volonté d'ensemble de la classe ouvrière en répétant qu'elle attend, qu'elle réclame d'un nouveau gouvernement une politique nouvelle qui satisfasse à ces revendications en se conformant à l'orientation donnée par les élections générales du 2 janvier 1956. »

A qui s'adresse le programme CGT ? Aux ouvriers. Mais alors, puisque nationalisations il y a dans ce programme, qui va les réaliser ? Ce ne peut pas être l'Etat capitaliste, Benoît Frachon le reconnaissait lui-même en 1955 à propos de ce mot d'ordre :

« ... Par quel miracle procèderait-il (l'Etat) à de nouvelles nationalisations pour se combattre lui-même ? C'est ce que Lebrun devrait expliquer. S'il s'agit d'un autre gouvernement, il faut nous dire lequel, sa nature et les moyens d'y parvenir. »

On ne saurait mieux dire.

Les meilleurs programmes du monde, leur application, leur garantie ne sont que des miroirs aux alouettes s'ils ne s'insèrent pas dans la perspective d'un Gouvernement des travailleurs seulement, à l'exclusion des combinards capitalistes, tripartistes, mendésistes et autres.

Nous ne résistons pas encore au plaisir de citer une fois encore, la dernière, Benoît Frachon, en précisant seulement que nous la lui retournerons bien volontiers aujourd'hui.

« ... Car enfin, si Rouzaud et Lebrun veulent bien expliquer par quels moyens nous enlèverons aux capitalistes les bases essentielles de l'économie, comment nous contrôlerons les investissements, ou bien ils devront parler des luttes violentes, mettant en cause le régime capitaliste lui-même pour parler comme Benoît Frachon. Ils s'en défendent trop bien et leur programme est bien moins équivoque en ce domaine que leur anticapitalisme verbal. »

Nous ferions injure aux tenants de la « politique de grandeur nationale » si nous les suspicions de préparer ainsi clandestinement (à l'ombre des promesses du 2 janvier) la révolution (les luttes violentes mettant en cause le régime capitaliste lui-même pour parler comme Benoît Frachon). Ils s'en défendent trop bien et leur programme est bien moins équivoque en ce domaine que leur anticapitalisme verbal.

Il serait à souhaiter que quelques ouvriers révolutionnaires franchissent les multiples barrières bureaucratiques qui les séparent de la tribune du Congrès pour délimiter les frontières de l'opportunisme de la voie révolutionnaire.

DUPARC